



rentrée 2019 : 400 suppressions de postes

Le gouvernement méprise une fois de plus le travail des personnels administratifs et techniques.

Avec 400 suppressions de postes dans l'Éducation nationale en 2019, les personnels administratifs et techniques font encore les frais des choix budgétaires du gouvernement Macron.

Encore un pas de plus vers la fusion d'académies et la mutualisation inter-académique?

Le tableau joint montre l'évolution sur les 7 dernières années. On constate que le rattrapage des 1500 postes supprimés par la RGPP est loin d'être effectif et que des académies paient de lourds tributs comme Lille, Nancy Metz, Reims ou Caen et Rouen.

Une analyse un peu attentive des académies fusionnées ou en passe de l'être indique la tendance qui va suivre en termes de nouvelles mutualisations de services.

2018-2019 : 2 années de violentes suppressions de postes

En 2 ans, Rouen perd 28 postes et Caen perd 21 postes. Dijon et Besançon perdent 25 et 21 postes.

Des académies dont la fusion était longtemps à l'étude sont fortement impactées : Lille et Amiens perdent 38 postes et 21 postes, Aix-Marseille et Nice perdent 15 et 10 postes. Poitiers et Limoges perdent 19 et 13 postes.

Dans l'Est, le pôle Nancy Metz, Strasbourg et Reims perd 96 postes à elles trois. À la Centrale, c'est 52 postes de supprimés dont six au service des examens.

Pour Nantes et Rennes, ce sont 20 et 22 postes supprimés, alors que, les effectifs élèves restent globalement stables voire augmentent dans le second degré.

Evolution des emplois administratifs 2013-2019

Académie	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	solde	Académie	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	solde
Aix Marseille	13	0	7	8	6	-6	-9	19	Nice	7	0	3	2	5	-2	-8	7
Amiens	-2	0	-1	-1	-2	-8	-17	-31	Orléans Tours	4	0	0	2	0	-9	-14	-17
Besançon	-3	0	-3	-2	-4	-9	-12	-33	Paris	-2	0	1	3	-1	-7	-14	-20
Bordeaux	13	0	12	10	11	-4	-9	33	Poitiers	0	0	0	0	0	-6	-13	-19
Caen	0	0	0	-1	-3	-8	-13	-25	Reims	-5	0	-5	-5	-6	-12	-17	-50
Clermont Ferrand	-1	0	-2	-1	-5	-8	-16	-33	Rennes	6	0	3	5	3	-8	-14	-5
Corse	-1	0	0	0	0	-2	-2	-5	Rouen	-2	0	-3	-2	-3	-10	-18	-38
Créteil	11	0	12	6	13	-2	-11	29	Strasbourg	4	0	2	0	0	-7	-12	-13
Dijon	-2	0	-2	0	-3	-10	-15	-32	Toulouse	11	0	10	13	8	-2	-13	27
Grenoble	9	0	9	0	10	-6	-11	11	Versailles	14	0	7	7	10	-8	-16	14
Lille	-9	0	-8	-5	-11	-21	-38	-92	Guadeloupe	2	0	1	1	0	0	-4	0
Limoges	-1	0	-1	0	-2	-5	-8	-17	Guyane	2	0	2	2	2	0	0	8
Lyon	12	0	10	4	11	-3	-10	24	La Réunion	5	0	2	5	5	-1	-4	12
Montpellier	13	0	15	7	14	-1	-3	45	Martinique	-1	0	-1	-2	-2	-3	-5	-14
Nancy Metz	-8	0	-7	-6	-9	-19	-29	-78	Mayotte	1	0	4	6	10	5	13	39
Nantes	9	0	9	12	12	-6	-14	22	Coll. Outre Mer	1	0	4	2	1	0		8
Source Comité technique Ministériel									SIHREN/ Centrale/ SIEC	0	0	20	30	30	-12	-44	24



Travailler plus sans gagner plus : le travail, ce n'est pas la santé !

Le gouvernement poursuit sa politique de casse de la Fonction publique en considérant que les fonctionnaires ne servent à rien et sont trop nombreux.

Aux yeux de notre hiérarchie, du gouvernement et du secrétaire d'État à la Fonction publique, c'est comme si chaque collègue partant à la retraite et non remplacé ne faisait strictement rien de ses journées.

Un tel mépris parle bien plus que les beaux discours de rentrée sur la communauté éducative et la reconnaissance de l'implication et du dévouement des personnels.

Si nous ne nous révoltons pas, le travail va retomber sur les collègues encore en poste et chaque académie va recourir à encore plus de personnel précaire vacataire pour boucher les trous. C'est à la fois notre avenir statutaire et l'avenir des collègues contractuel-es qui est en jeu qui en feront les frais en 1^{er} lieu. L'autre conséquence, c'est encore plus de fatigue, de stress, d'heures supplémentaires et c'est notre santé qui est en danger.

Salaires et point d'indice : rien !

Marre de subir ces dégradations ? Mobilisons-nous !

Toutes les organisations syndicales déplorent les suppressions de postes mais il faut nous organiser collectivement pour faire reculer le gouvernement. En une menace de journée de grève massive, les policiers ont obtenu des augmentations de salaires et des promesses de moyens supplémentaires.

Qu'attendons-nous pour faire toutes et tous ensemble la même chose ? Collectivement, notre force est puissante. Si nous nous arrêtons de faire tourner les services et les établissements, le gouvernement ne pourra que plier.

Si Macron lâche quelques euros suite au mouvement des gilets jaunes, il le fait sur de l'argent public, les grandes entreprises et les plus riches n'étant pas mis à contribution. Rien n'est prévu pour revaloriser les salaires de la Fonction publique. Le point d'indice est gelé et la perte de pouvoir d'achat s'élève à près de 18 %.

Dans le même temps, l'ISF n'est pas rétablie et les grosses entreprises et le patronat continuent de bénéficier de dizaine Milliards d'euros de cadeaux fiscaux.

Cet argent-là, il doit aller dans les services publics, dans l'Éducation nationale, les hôpitaux, ...pas dans les poches d'un patronat qui n'embauche pas, précarise ses salarié-es et sert grassement ses actionnaires.

Ajoutons que l'exonération de cotisations sociales sur les heures supplémentaires n'est pas un cadeau pour les salarié-es mais un leurre visant à détruire progressivement la couverture solidaire des risques de la vie mise en place par les cotisations maladie, chômage et retraite. Les mesures Macron aggravent donc considérablement la casse de la protection sociale.



TOUTES ET TOUS Mobilisé-es le 24 janvier 2019